

## Séminaire européen : Promouvoir les SIG pour tous – Quel cadre légal européen ?

Bruxelles – 14/15 novembre 2006

Programme et inscription :

[www.celsig.org/actualite/seminaire2006.html](http://www.celsig.org/actualite/seminaire2006.html)

### Livre blanc SIG

Le Parlement européen a adopté, le 27 septembre 2006, à une très large majorité (491 voix pour, 128 contre, 31 abstentions) le rapport de Bernhard Rapkay (PSE, Allemagne) sur le Livre blanc sur les services d'intérêt général, fruit d'un compromis entre les principaux groupes politiques du PE

Le rapport "invite la Commission [...] à présenter des initiatives juridiques appropriées [...] et rappelle que les droits de codécision, lorsqu'ils sont prévus par les traités, devraient être pleinement exercés par toutes les parties prenantes dans le domaine des SIG et des SIEG" (31), et il "invite la Commission à créer plus de sécurité juridique dans le domaine des SIG sociaux et de santé et à soumettre une proposition concernant une directive sectorielle [...] dans la mesure où c'est approprié" (17).

Le rapport : "demande à la Commission de lui présenter une analyse exhaustive des incidences de la libéralisation jusqu'à ce jour, en particulier sur la situation des consommateurs et de travailleurs concernées" (4) ; "se félicite [...] du fait que dans son Livre blanc sur les SIG, la Commission indique que l'accomplissement effectif d'une mission d'intérêt général prévaut en cas de tension, sur l'application des règles du traité" (10) ; "rappelle que "tant la sécurité juridique nécessaire que la transparence adéquate font encore défaut" (12) ;

Par ailleurs, le rapport insiste sur la "nécessité de respecter le principe de l'autonomie locale et régionale, lequel confère à l'autorité compétente le droit de choisir comment fournir au mieux chaque service en tenant compte de l'intérêt public" (24) et sur le fait que "les autorités locales devraient être à même d'attribuer des missions de services directement à des entreprises intercommunales ou à des formes similaires [...] et qu'il convient d'élaborer un cadre qui n'exclue pas catégoriquement *a priori* la participation d'acteurs privés" (25) ; il "demande dans ce contexte [...] de garantir d'urgence plus de sécurité juridique pour les différentes formes d'organisation associant plusieurs autorités" et "souligne que les externalisations de service public qui ne sont pas de même nature que l'octroi de marchés publics devraient faire l'objet d'une clarification juridique" (26).

Lors du débat qui a précédé le vote, la Commission européenne a précisé par la voix de son président Jose Manuel Barroso que la Communication prévue dans le Livre blanc serait publiée avant la fin de l'année et que des initiatives législatives seraient proposées pour certains secteurs, tels que les services postaux et la mobilité des patients. Il a fait état de la disposition de la Commission à coopérer à la création d'un cadre juridique "utile et efficace" pour les SIG reposant sur "quatre principes" : la subsidiarité qui laisse les États membres libres d'organiser et de financer leurs SIG (sans qu'il soit opportun d'arrêter une définition uniforme au niveau /...

## European seminar: Promoting SGI for all - Which European legal framework?

Brussels 14/15 November 2006

Program and registration:

[www.celsig.org/news/seminar2006.html](http://www.celsig.org/news/seminar2006.html)

### SGI White Paper

On 27<sup>th</sup> September 2006, the European Parliament adopted by a very large majority (491 votes for, 128 against, 31 abstentions) Bernhard Rapkay's (PSE, Germany) report on the White Paper on services of general interest, a product of a compromise between the principal political groups of the EP.

The report "calls on the Commission [...] to come forward with appropriate legal initiatives [...] and recalls that co-decision rights, where envisaged by the Treaty, should be fully exercised by all parties involved in the field of SGIs and SGEIs" (31), and it "calls on the Commission to create more legal certainty in the area of social and health care SGIs and to come forward with a proposal for a sector-specific directive [...] in those fields where it is appropriate" (17).

The report: "requests that the Commission submit to Parliament a comprehensive analysis of the effects of liberalisation to date, in particular on the situation of consumers and of the employees concerned" (4); "welcomes [...] the fact that, in its White Paper on SGIs, the Commission indicates that "the effective performance of a general interest task prevails, in case of tension, over the application of Treaty rules" (10); "recalls that neither the necessary legal certainty nor the adequate transparency has yet been achieved" (12);

Further, the report insists on the "need to observe the principle of local and regional self-government, which gives the competent authority the right to choose, taking into account the public interest, how best each service should be delivered" (24) and on the fact that "local authorities should be able to assign service tasks directly to inter-communal companies or similar forms [...] and that an arrangement must be found which does not categorically exclude private participation, forthrightly" (25); it "calls, in this connection, [...] for more legal certainty as a matter of urgency as regards the different forms of inter-authority organisations" and "stresses that there should be legal clarification concerning the outsourcing of public services, which is different in kind from public contracts" (26).

During the debate preceding the vote, the European Commission, through its president Jose Manuel Barroso, specified that the Communication envisaged in the White Paper would be published before the end of the year and that legislative initiatives would be proposed for certain sectors, such as postal services and patients mobility. He indicated the readiness of the Commission to cooperate in the creation of a "useful and effective" legal framework for the SGIs based on "four principles": subsidiarity, which leaves Member States free to organise and to finance their SGIs (without it being necessary to lay down a standard definition at the level .../...

communautaire); la compatibilité entre les SIG et le marché intérieur sur la base de l'article 86 du traité qui stipule qu'"en cas de conflit insoluble entre les règles du marché intérieur et les missions d'intérêt général l'intérêt général prime"; les caractéristiques des services d'intérêt général (rapport qualité/prix, accès universel, respect des consommateurs, cohésion sociale; la nécessité de sécurité juridique.

---

## Services postaux

Après avoir rappelé que le Conseil et le Parlement européen avaient demandé à la Commission de se prononcer sur la date d'ouverture totale à la concurrence du secteur postal, le commissaire en charge du marché intérieur, Charlie McCreevy, a déclaré, le 13 septembre dernier, qu'il allait faire présenter dans les semaines à venir "une proposition ambitieuse, mais équilibrée, qui vise une ouverture totale du marché en 2009 et préserve l'obligation de service universel".

---

## Marchés publics de faible montant

L'Allemagne a déposé, le 14 septembre dernier, une plainte auprès de la Cour de justice CE contre la communication de la Commission sur les marchés publics de faible montant et non soumis aux directives européennes (voir bulletin 201/202). Soutenue par la France, l'Allemagne estime que la Commission a outrepassé sa compétence en proposant une législation rampante dans un domaine qui relève de la seule compétence des Etats membres.

---

## Cour de justice

♦ **Un service national de santé est une activité non économique** : Dans un arrêt C-205/03 du 11 juillet 2006, la Cour rejette définitivement le recours de la Fédération espagnole des entreprises de matériel sanitaire (FENIN) qui avait dénoncé les retards systématiques de paiement des entreprises gestionnaires du service national de santé espagnol (SNS), résultant selon la FENIN d'un abus de position dominante. La Cour dit que "le caractère économique ou non de l'utilisation ultérieure du produit acheté détermine nécessairement le caractère de l'activité d'achat". En l'occurrence, le SNS qui fonctionne conformément aux principes de solidarité dans son mode de financement (cotisations et autres contributions étatiques) ainsi que dans sa prestation gratuite aux affiliés sur la base d'une couverture universelle, est une activité non économique.

♦ **Droit du travail** : Dans un arrêt C-484/04 du 7 septembre 2006, la Cour déclare contraire au droit communautaire les lignes directrices britanniques sur le temps de travail. Ces lignes laissent le soin aux employeurs de "veiller à ce que les travailleurs puissent bénéficier de leur temps de repos, mais ils ne sont pas tenus de vérifier qu'ils le prennent effectivement". Or, selon la directive 93/104 CE sur l'aménagement du temps de travail, les Etats membres sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour que les travailleurs bénéficient d'une période effective minimale de repos de 11 heures consécutives par période de 24 heures et de 24 heures sans interruption par période de 7 jours. En n'imposant pas cette obligation "les lignes directrices britanniques sont clairement susceptibles de vider de leur substance les droits consacrés par la directive européenne" conclut la Cour.

Précisons que cet arrêt n'affecte en rien les règles individuelles qui permettent de ne pas appliquer la loi et de travailler plus de 48 heures par semaines ("opt out"); voir bulletin 159.

of the Community); compatibility between the SGIs and internal market based on article 86 of the treaty which stipulates that "in the event of insoluble conflict between internal market rules and missions of general interest, the general interest prevails"; characteristics of services of general interest (quality/price ratio, universal access, respect of the consumers, social cohesion; need for legal certainty.

---

## Postal services

After recalling that the Council and the European Parliament had asked the Commission to declare its decision on the date for the complete opening to competition of the postal sector, commissioner Charlie McCreevy, responsible for internal market, announced, on 13<sup>th</sup> September, that he was going to have "an ambitious but balanced proposal aiming at a complete opening of the market in 2009 and safeguarding the universal service obligation" presented within a few weeks.

---

## Small amount Public procurements

On 14 September, Germany lodged a complaint at the EC Court of Justice against the Commission's communication on public procurements of small amounts and not subjected to the European directives (see bulletin 201/202). Backed by France, Germany considers that the Commission exceeded its competence by proposing a creeping legislation in a field which falls under the sole responsibility of the Member States.

---

## The Court of Justice

♦ **A national service of health care constitutes a non-economic activity**: In a decision C-205/03 of 11<sup>th</sup> July 2006, the Court completely rejects the appeal of the Spanish grouping of medical equipment firms (FENIN) which had denounced systematic delays of payment by the Spanish national health service management companies (SNS) which, according to the FENIN, is due to the abuse of their dominant position. The Court states that "the economic character or not of the subsequent use of the purchased product necessarily determines the nature of the activity for which the purchase is made". Therefore, the SNS which operates in accordance with the principles of solidarity in its funding modes (fees and other state contributions) as well as in its free service provision to affiliates on the basis of the universal cover, is a non-economic activity.

♦ **Labour Law**: In a decision C-484/04 of 7<sup>th</sup> September 2006, the Court declares that British guidelines on working time are against the Community legislation. These guidelines give employers a free hand "in ensuring workers are entitled to their rest period, but they are not obliged to verify that they are indeed benefiting from it". However, according to directive 93/104 EC on the regulation of working time, Member States are required to take necessary measures to ensure that workers are entitled to a minimal effective period of 11 consecutive hours of rest per 24 hour period and 24 hours of rest, without interruption, per 7 day period of work. The Court concludes its decision by stating that by failing to impose this obligation "the British guidelines are clearly likely to render all the worker's rights provided for in the European directive".

It should be specified that this judgement does not at all affect individual regulations which exempt from the application of the law and allow working more than 48 hours per week ("opt out"); see bulletin 159.